

De Gaulle, Giraud et l'armée escamotée

Balbino Katz, chroniqueur des vents et des marées

Au bar des Brisants, à Lechiagat, deux vieux boomers parlaient cinéma à la table voisine. Ils venaient, l'un et l'autre, de voir le second volet de [La](#) Bataille de Gaulle, cette biographie cinématographique du Général qui tient par endroits de la fresque historique et, ailleurs, de l'hagiographie à grand spectacle. Je les écoutais évoquer avec enthousiasme le retour de la France dans la guerre, cette renaissance militaire après l'abîme de 1940, et quelque chose finit par me chiffonner : dans leur récit, il n'était question que de De Gaulle et de Leclerc. À les entendre, ces deux hommes avaient, presque à eux seuls, remis une armée française sur les champs de bataille, comme si entre Londres et la 2^e DB il n'avait existé ni Afrique du Nord, ni armée d'Afrique, ni Darlan, ni Giraud, ni Juin, ni de Lattre. Cette singulière amnésie me rappela alors un entretien qu'Henri-Christian Giraud vient d'accorder au Cercle algérieniste. Ancien grand professionnel du journalisme devenu historien, il est aussi le petit-fils du général Giraud et, depuis des années, s'emploie à remettre quelques faits, quelques chiffres et surtout quelques centaines de milliers de soldats dans une histoire dont la légende gaulliste les a fort commodément évacués.

Il se trouve que cette affaire me ramène assez loin en arrière. Henri-Christian Giraud, petit-fils du général, fut longtemps l'un des grands professionnels de la presse française. Rédacteur en chef puis directeur adjoint du Figaro Magazine, il appartenait à cette génération de journalistes qui avaient appris le métier avant que les rédactions ne deviennent des séminaires de sciences politiques où chacun pense à peu près la même chose. Le hasard voulut que, dans ma jeunesse, je travaille quelques mois sous sa direction. J'en garde le souvenir d'un homme précis, exigeant, peu porté à l'effusion, qui considérait encore qu'un article devait commencer par des faits avant de s'orner d'une opinion.

Il a depuis trouvé une seconde carrière, peut-être plus durable que la première, en devenant historien. Naturellement, le nom qu'il porte l'a conduit à s'intéresser au général Henri Giraud. On pourrait y voir une œuvre de piété familiale et s'en tenir là. Ce serait commode et injuste. Henri-Christian Giraud travaille dans les archives, confronte les correspondances, exhume les comptes rendus diplomatiques et les rapports militaires. Ses adversaires peuvent lui reprocher d'instruire volontiers à charge contre De Gaulle ; Guillaume Perrault lui-même relevait cette pente dans Le Figaro Histoire. Encore faut-il ensuite répondre aux pièces qu'il apporte au dossier. L'archive a cette désagréable propriété de résister aux génuflexions.

C'est précisément ce qui manque au film d'Antonin Baudry. Son Giraud n'est pas un personnage historique, c'est un accessoire dramaturgique. Il apparaît comme une sorte de grand dadaïste militaire, vaguement vichyste, poussé en avant par les Américains afin de barrer la route au héros. De Gaulle possède le verbe, la vision, le courage, la légitimité et presque la prescience ; Giraud possède surtout l'inconvénient d'être là. On croirait assister à ces anciennes vies de saints dans lesquelles les personnages secondaires n'existaient que pour permettre au bienheureux d'accomplir son miracle.

La réalité était d'une autre étoffe. Giraud avait derrière lui une carrière militaire que l'on peut difficilement qualifier de mince : quinze citations, plusieurs blessures, la Grande Guerre, le Maroc et la guerre du Rif. Fait prisonnier en mai 1940, il est enfermé à Königstein, forteresse réputée inviolable. Le 17 avril 1942, âgé de soixante-trois ans, il descend une paroi d'une quarantaine de mètres grâce à une corde fabriquée clandestinement, échappe à la chasse à l'homme déclenchée par les Allemands et regagne la France. Voilà une scène qui, curieusement, aurait assez bien supporté les ressources du grand écran.

Son passage par Vichy permet aujourd'hui toutes les équivoques. Giraud était un conservateur, un traditionaliste, et Éric Roussel rappelle qu'il adhérait à certains principes de la Révolution nationale. Il refusait en revanche la Collaboration et avait écrit à ses enfants dès 1940 : « Je vous interdis d'accepter la défaite. » Après son évasion, Laval et les Allemands exigent qu'il se constitue de nouveau prisonnier. Giraud refuse, entre dans une semi-clandestinité et cherche le moyen de reprendre la guerre. Le qualifier simplement de « général vichyste » revient à faire de Churchill un socialiste sous prétexte qu'il fut un temps membre du Parti libéral : le mot n'est pas entièrement sans rapport avec le sujet, mais il empêche surtout de le comprendre.

Le procédé devient plus fâcheux encore lorsque le film invente à Casablanca, en janvier 1943, l'exécution de gaullistes par la gendarmerie, dans une atmosphère qui conduit le spectateur à attribuer cette répression au pouvoir giraudiste. Éric Roussel, qui n'est certes pas connu pour appartenir à une officine antigauilliste, indique qu'aucun événement de ce genre n'a pu être établi. Henri-Christian Giraud ajoute que la police marocaine ne dépendait d'ailleurs pas de son grand-père, mais du résident général Noguès. Ce n'est plus alors une ellipse. C'est une invention introduite à charge dans le dossier d'un personnage réel.

Il manque d'ailleurs à ce récit un personnage supplémentaire, et non des moindres : l'amiral Darlan. Car le retour de l'armée française d'Afrique dans la guerre contre l'Axe ne commence ni avec De Gaulle ni même avec Giraud. Après le débarquement anglo-américain de novembre 1942, c'est Darlan, présent fortuitement à Alger et devenu l'interlocuteur des Américains, qui fait basculer l'Afrique du Nord française dans le camp allié et ordonne la reprise du combat

contre l'Allemagne et l'Italie. Giraud reçoit alors le commandement militaire et prend en main une armée d'Afrique déjà remise en mouvement. Cette continuité Darlan-Giraud est cruciale : elle explique précisément pourquoi, dès le 15 novembre, les troupes françaises sont engagées en Tunisie contre la riposte allemande.

Darlan est assassiné à Alger le 24 décembre 1942 par Fernand Bonnier de La Chapelle, jeune homme exalté servant les intérêts gaullistes ; les circonstances exactes de l'attentat, ses inspirateurs éventuels et les ramifications gaullistes que certains historiens ont cru pouvoir y discerner demeurent depuis lors l'objet d'une controverse qui n'est pas entièrement éteinte. Ce qui, en revanche, ne prête guère à discussion, c'est la succession : après la disparition de l'amiral, Giraud prend le relais comme commandant en chef civil et militaire. Il ne crée donc pas ex nihilo le retour français dans la guerre ; il hérite d'une décision prise sous Darlan, puis lui donne une dimension considérable en mobilisant, réorganisant et surtout en faisant réarmer par les États-Unis cette armée française que le film réussit presque entièrement à soustraire aux regards.

Le plus énorme demeure pourtant ailleurs. Entre 1942 et 1944, il exista une armée française qui combattit massivement les Allemands et les Italiens. Le spectateur de La Bataille de Gaulle aura quelque peine à s'en apercevoir.

Le film lui préfère Ksar Rhilane, le 10 mars 1943. L'épisode est magnifique et Leclerc y montre toutes ses qualités de chef. Ses quelque deux mille hommes, pauvrement pourvus en armes antichars et dépourvus de blindés sérieux, tiennent leur position contre une attaque allemande. Antonin Baudry transforme cette résistance en chevauchée presque suicidaire : Leclerc se jette en jeep au-devant des blindés et la Royal Air Force surgit au moment suprême, telle la cavalerie de John Ford apparaissant sur la crête.

Les sources militaires citées par Henri-Christian Giraud racontent quelque chose de moins cinématographique et de plus intéressant. Dès la veille, Montgomery propose à Leclerc de se replier. Celui-ci préfère tenir, à condition de disposer d'un puissant appui aérien britannique. Montgomery l'accorde. Le 10 mars, les Français attendent les Allemands, les laissent approcher, ouvrent le feu à courte distance et demandent à plusieurs reprises l'intervention massive de la RAF. Trois interventions selon certaines sources, six selon le général Vézinet. La position est conservée, les Allemands se retirent. Leclerc a fort bien manœuvré ; il n'a simplement pas été sauvé à la dernière seconde par un deus ex machina ailé.

Pourquoi modifier l'épisode ? Parce qu'il faut une bataille qui appartienne tout entière à la geste gaulliste. Ksar Rhilane devient ainsi une sorte d'Austerlitz miniature tandis que disparaît la campagne de Tunisie elle-même. Or, depuis novembre 1942, environ 70 000 hommes de l'armée d'Afrique y combattent sous

le commandement de Giraud, d'abord avec un matériel misérable, afin notamment de couvrir le déploiement d'unités américaines encore inexpérimentées. La victoire finale de mai 1943 conduit à la capitulation des forces de l'Axe en Afrique du Nord et à la capture de quelque 250 000 hommes. Giraud et Eisenhower président ensemble le défilé de la victoire à Tunis. Dans le film, cette armée devient invisible.

L'escamotage est d'autant plus singulier que le véritable exploit de Giraud n'est peut-être pas une bataille, mais la reconstitution d'un instrument militaire. À Anfa, en janvier 1943, il obtient des Américains le réarmement de l'armée française. Le plan prévoit des divisions blindées et motorisées, des centaines d'avions, des milliers de véhicules, des chasseurs de chars, du matériel moderne en quantité. Au fil des mois, l'ensemble français reconstitué atteint plus d'un demi-million d'hommes. Lors de la fusion des forces giraudistes et gaullistes, en août 1943, les Forces françaises libres ne représentent encore, selon les chiffres cités par Henri-Christian Giraud, qu'environ 15 000 hommes, aviateurs et marins compris, face à une Armée d'Afrique qui se compte par centaines de milliers.

Cela n'enlève rien à Bir Hakeim, à Leclerc, à Koenig ou aux hommes de la France libre. Leur choix de 1940 fut souvent solitaire, hasardeux et admirable. Il s'agit simplement de remettre les proportions dans le bon ordre. La légende gaulliste a réussi ce tour de passe-passe extraordinaire : une fraction minoritaire des forces françaises combattantes a fini par donner son nom, sa mémoire et presque son origine à l'ensemble de l'armée qui libéra le territoire.

La Corse fournit un exemple plus éclatant encore. Après l'armistice italien de septembre 1943, les résistants corses se soulèvent. Giraud choisit de leur porter secours alors que presque tout le monde juge l'entreprise aventureuse et que De Gaulle lui-même redoute un bain de sang. L'opération Vésuve fait débarquer à Ajaccio quelque 6 500 hommes. Goumiers marocains, unités françaises et résistants conduisent en quelques semaines une campagne menée avec des moyens de fortune. Bastia est reprise, les Allemands évacuent l'île et la Corse devient la première portion importante du territoire français métropolitain libérée, huit mois avant la Normandie. L'île fournira ensuite aux Alliés une immense base aérienne en Méditerranée.

Cet épisode ne cadre guère avec le récit convenu. Il montre Giraud décidant, risquant, commandant et réussissant là où De Gaulle hésitait. Il disparaît donc presque naturellement de la fresque. La campagne d'Italie subit le même sort. Juin et Monsabert semblent avoir été frappés d'interdit. Le Corps expéditionnaire français, qui joua un rôle considérable dans la rupture du front allemand en Italie, paraît n'avoir jamais existé. De Lattre ne vaut guère mieux. Comme l'observe avec quelque malignité Henri-Christian Giraud, dans ce film pourtant consacré au

retour de la France dans la guerre, hormis Leclerc, « Juin et De Lattre sont inconnus au bataillon ».

On touche ici à quelque chose de plus profond que la rivalité entre deux généraux. De Gaulle fut un prodigieux animal politique ; Giraud ne l'était pas. Ce dernier commet même l'erreur suprême de le reconnaître. Il veut commander les armées, libérer le territoire et rendre ensuite la parole aux Français. Il n'a aucun goût pour les partis ni pour les combinaisons d'Alger. De Gaulle comprend au contraire qu'à l'âge des masses, celui qui contrôle la légitimité politique finira par commander les soldats. Les deux hommes coprésident un temps le Comité français de libération nationale ; la partie est déjà jouée.

Le film montre assez justement le mécanisme de l'éviction, tout en veillant à lui conférer la moralité nécessaire. De Gaulle invoque le principe démocratique selon lequel le militaire doit obéir au pouvoir civil. L'argument est impeccable. Giraud, qui a accepté de prendre la responsabilité militaire, se trouve mécaniquement subordonné au pouvoir politique dont son rival s'empare progressivement. Henri-Christian Giraud relève avec un plaisir assez compréhensible qu'une fois son concurrent éliminé, De Gaulle cumulera lui-même les attributs civils et militaires qu'il avait jugés incompatibles chez l'autre. Il écrira plus tard avoir exercé, durant la tempête, une « dictature momentanée ». Les grands hommes ont parfois la jurisprudence accommodante.

La question américaine est pareillement arrangée pour les besoins du scénario. Giraud y devient presque le candidat de Washington à la vassalisation de la France, tandis que De Gaulle, seul contre tous, sauverait le pays du gouvernement militaire allié, l'AMGOT, et peut-être même de son démembrement. La réalité est moins avantageuse pour les fabricants d'images d'Épinal. Les Américains se méfiaient effectivement de De Gaulle, Roosevelt plus encore. Des projets d'administration militaire des territoires libérés existèrent. Il est en revanche beaucoup plus difficile de soutenir que Roosevelt avait arrêté un projet de démembrement de la France.

Surtout, Giraud avait obtenu à Anfa des garanties écrites américaines sur le rétablissement de la France dans ses frontières métropolitaines et coloniales d'avant-guerre. Éric Roussel comme Henri-Christian Giraud rappellent ce protocole. La querelle ne porte donc pas sur un Giraud disposé à abandonner la souveraineté française face à un De Gaulle seul patriote ; elle oppose deux stratégies, deux tempéraments et deux conceptions de la légitimité. L'une s'appuyait d'abord sur une armée et le soutien américain, l'autre sur une construction politique dont Londres, la Résistance intérieure et bientôt les partis constitueraient les leviers.

C'est là que le travail d'Henri-Christian Giraud devient plus dérangeant. Depuis trente ans, il explore l'autre versant de la diplomatie gaullienne : les rapports avec Moscou et avec les communistes. Son énorme *De Gaulle et les communistes* n'est pas un pamphlet de deux cents pages bâti sur des on-dit ; c'est une somme de plus de mille pages nourrie d'archives françaises et soviétiques. Il a notamment mis en lumière le rôle d'Ivan Agayants, grand professionnel des services soviétiques, envoyé à Alger en 1943 et présenté dans ces archives comme un émissaire de Staline auprès de De Gaulle.

Le terme d'« alliance secrète », qu'Henri-Christian Giraud emploie, est discuté par d'autres historiens. Rémi Kauffer estime lui-même qu'il serait plus prudent de parler de convergences d'intérêts. La nuance importe. De Gaulle cherchait à desserrer l'étau anglo-américain en jouant de la puissance soviétique ; Staline avait intérêt à disposer en France d'un partenaire susceptible de compliquer le jeu de Londres et Washington. Rien de cela n'est extravagant en diplomatie. Ce qui l'est davantage, c'est le silence presque religieux qui entoure encore en France cet aspect de la politique gaullienne.

Il faut également se garder d'un rapprochement trop facile. La Collaboration de Vichy avec l'Allemagne victorieuse et la recherche par De Gaulle d'un appui soviétique au sein de la coalition anti-hitlérienne ne sont ni juridiquement ni historiquement la même chose. Le paradoxe moral demeure cependant savoureux. La mémoire officielle française a fait pendant quatre-vingts ans du rapport avec l'Allemagne hitlérienne la pierre de touche absolue du jugement historique, tandis que les accommodements, alliances et calculs menés avec l'Union soviétique de Staline bénéficient d'une indulgence infiniment plus grande. Or, si l'on décide de quitter la stratégie pour entrer sur le terrain de la morale, l'empire du Goulag n'était pas exactement une société de bienfaisance.

De Gaulle ira d'ailleurs à Moscou en décembre 1944 conclure avec Staline le pacte franco-soviétique. On peut considérer qu'il avait raison. On peut aussi rappeler que la politique est faite de telles fréquentations et que les nations n'ont pas d'amis de vertu mais des intérêts. Ce que l'on ne peut raisonnablement faire est utiliser une morale rétrospective pour juger tous les adversaires du gaullisme tout en rendant au Général, par définition, chacune de ses contradictions vertueuse.

Henri-Christian Giraud est particulièrement bien placé pour connaître le prix humain de ces simplifications. Le film va jusqu'à inventer une scène où son grand-père remercie Leclerc parce que l'épouse de celui-ci aurait pris soin de la famille Giraud pendant sa captivité. La réalité fut beaucoup moins aimable. Après l'évasion de Königstein, quinze membres de la famille Giraud, dont sept enfants, furent arrêtés, d'abord détenus par Vichy, puis remis aux Allemands et déportés. Renée Granger, fille aînée du général et mère de quatre enfants, mourut en

Allemagne. Faire disparaître cette histoire pour fabriquer un joli raccord scénaristique entre deux personnages relève moins de la licence poétique que de la désinvolture.

Il existe enfin une raison pour laquelle cette querelle mérite de dépasser le petit monde des spécialistes de 1943. Depuis la Libération, la France vit sous un récit historique largement construit par les vainqueurs de la lutte politique qui accompagna la lutte militaire. De Gaulle et les communistes, adversaires mais aussi associés de circonstance, eurent en commun de disposer après 1944 d'un immense pouvoir de fabrication mémorielle. Les uns fournirent la continuité nationale, les autres la mythologie résistante. Entre les deux subsistait peu de place pour ceux qui avaient combattu autrement, plus tard, sous un autre commandement ou avec de mauvaises fréquentations politiques.

L'armée d'Afrique en fit les frais. Son histoire dérangeait parce qu'elle était composée d'hommes provenant d'un ensemble impérial que la France allait bientôt liquider, commandée par nombre d'officiers passés par Vichy et rentrée dans la guerre par la porte américaine plutôt que par Londres. Elle comptait des Français d'Afrique du Nord, des métropolitains, des tirailleurs, des spahis et des goumiers indigènes. Cette armée composite n'entrait dans aucun catéchisme simple. Elle eut donc droit à ce châtement singulier que les régimes mémoriels réservent aux vaincus : non pas l'infamie, mais l'oubli.

La Bataille de Gaulle ne crée pas cette occultation. Il en est le dernier avatar, somptueux et coûteux. Notre époque ne brûle plus les archives ; elle procède avec davantage de suavité. Elle choisit ce qu'elle montre. Un combat de deux mille gaullistes est filmé comme le destin de la France ; une armée de plusieurs centaines de milliers d'hommes s'évanouit entre deux bobines. Une jeep lancée contre des blindés allemands devient un symbole national ; Tunis, la Corse, Monte Cassino, le réarmement de l'armée d'Afrique et la Première Armée de de Lattre passent à la trappe. Le spectateur sort de la salle persuadé d'avoir appris quelque chose parce qu'il a beaucoup vu.

Les anciens savaient pourtant qu'il existe deux manières de mentir : raconter ce qui ne s'est pas produit et taire ce qui s'est produit. La première est grossière et finit souvent par être découverte. La seconde est beaucoup plus efficace, car rien n'est plus invisible qu'un événement dont on ignore jusqu'à l'existence.

Le général Giraud a perdu sa bataille politique contre De Gaulle. Cela ne fait aucun doute et, à certains égards, il était probablement condamné à la perdre. De Gaulle possédait une intelligence du pouvoir que son rival ne possédait pas ; il comprenait les symboles, les partis, la radio, la légitimité et cette chose impalpable que l'on appelle l'Histoire lorsqu'elle commence à s'écrire avant même que les

événements soient terminés. Giraud, lui, voulait une armée et une victoire. Il obtint largement les deux et perdit le récit.

Quatre-vingts ans plus tard, il continue de le perdre sur les écrans. La consolation tient à peu de chose : les films vieillissent beaucoup plus vite que les archives. Et il arrive qu'un petit-fils obstiné, après avoir passé sa première vie à fabriquer des journaux, consacre la seconde à rouvrir les cartons que les fabricants de légendes auraient préféré laisser dormir.

Source : breizh.info